

### **Une visite à l'O.L.P. à Tunis : les problèmes de santé dans les Territoires occupés**

**Entretien avec le Dr Ciella VELLUET**

Richard WAGMAN correspondant parisien de la revue canadienne *OUTLOOK* a rencontré le Dr C.W. le 21 septembre 1993, de retour de Tunis. Le Dr VELLUET, médecin juive de 35 ans, travaille bénévolement pour Médecins du Monde (MDM). Elle est la coordinatrice médicale de MDM pour la Palestine, et se trouvait au siège de l'OLP au moment de la signature des accords "Gaza-Jéricho". Nous publions de larges extraits de cet entretien.

**Richard.Wagmann (R.W.) : Vous êtes la Coordinatrice médicale de MDM pour la Palestine depuis combien de temps ?**

Ciella VELLUET.(C.W.) : Je suis avec Médecins du Monde, responsable d'un certain nombre de missions en Afrique, dans le Caucase et maintenant en Palestine. Avec les événements majeurs qui se sont déroulés, notamment jeudi dernier, le 9 septembre, avec la reconnaissance mutuelle effective entre ARAFAT et RABIN, le négociateur norvégien ayant fait la navette, à la direction de Médecins du Monde, nous avons décidé que je parte immédiatement, le jour même, à Tunis, pour prendre des contacts à plusieurs titres avec les Palestiniens sur place.

D'une part, à titre symbolique, pour apporter notre soutien en ce moment historique pour la Palestine, pour Israël, pour le Moyen-Orient mais peut-être aussi pour l'Europe et pour le monde.

A un autre titre, médical celui-là : savoir que nous travaillons depuis plus de trois ans dans la Bande de Gaza avec des organisations non-gouvernementales palestiniennes. Il y a une kyrielle d'organisations, notamment le Croissant Rouge palestinien dirigé au Caire par le Dr Fatia

ARAFAT, le frère d'ARAFAT. Nous nous sommes dit qu'à la naissance de ce qui va être un Etat futur, il allait y avoir la mise en place d'une administration qui coordonnera l'ensemble des activités qui dépendaient avant d'individus ou de groupes plus ou moins liés.

J'ai rencontré un certain nombre de personnes, notamment M. Hayel AL FAHOUM, qui est le Directeur pour l'Europe des Affaires Etrangères de l'OLP, le Dr Sami MOUSSALAM, qui est le Chef de Cabinet de Yasser ARAFAT, qui s'occupe depuis déjà cinq ans des activités sociales et sanitaires pour les Palestiniens des Territoires occupés et les Palestiniens de la Diaspora. Elle vient de fonder "Palestine Avenir", une fondation qui va se charger, entre autres, de l'évacuation à l'étranger des Palestiniens des Territoires ou de la Diaspora qui nécessitent des soins qui ne peuvent pas être dispensés sur place.

La constante dans l'ensemble des discussions que j'ai pu avoir avec des responsables politiques palestiniens est leur volonté d'acquérir rapidement, dans un premier temps, les compétences techniques et administratives des Occidentaux pour leur permettre, dans un second temps, de travailler d'égal à égal avec les Israéliens. Il est clair que si on se précipitait actuellement dans une coopération, souhaitable pour l'avenir, il y aurait à la fois distorsion et disparité des rôles, les Palestiniens étant en situation d'infériorité. Ce n'est souhaitable ni pour les Palestiniens immédiatement, ni pour les Israéliens à terme.

Ce qu'ils souhaitent en premier lieu, et ce pourquoi j'étais envoyée en mission, est que nous envoyons rapidement une mission d'experts en matière sanitaire et sociale à Gaza pour faire l'évaluation des structures existantes et pour faire des propositions, en sachant que ce qui les intéresse est le fonctionnement du système sanitaire et social français. Ce système a le mérite d'avoir un fonctionnement occidental d'une part, mais de ne pas avoir les désavantages des systèmes libéraux capitalistes sauvages d'autre part ; et notre système de couverture sociale les intéresse. (...)

**R.W.: Avez-vous, en ce moment, une évaluation partielle de la situation de l'hygiène publique dans les Territoires occupés ?**

C.W : Oui, l'état sanitaire est assez bon du fait des activités des organisations. Les structures existent. Le matériel technique est sophistiqué, les médecins palestiniens performants. Simplement, depuis la guerre du Golfe, du fait de la crise financière qui a grevé le fonctionnement de l'OLP, et donc l'ensemble de ses activités dans les Territoires et dans la Diaspora, il y a effectivement une certaine incurie depuis deux ans qu'il va falloir surmonter. Nous allons donc faire un bilan mais il est clair qu'aussi bien du fait de l'administration militaire israélienne, des organisations non-gouvernementales palestiniennes, des organisations non-gouvernementales internationales, de l'UNRWA (United Nations Relief and Work Agency) et de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), cette infrastructure sanitaire et sociale existe. Seulement, il s'agit maintenant de passer d'une économie et d'une santé de guerre à une économie et à une santé de paix où tout le monde coordonne les efforts dans un même but et sans distorsion politique grave. (...)

Dans cette optique, j'ai fait venir à Tunis le professeur Gilles BRUCKER (spécialiste de santé publique et Président d'honneur de MDM), le Dr Pierre PRADIER (Directeur général de MDM qui a été pendant deux ans l'envoyé de l'OMS à Gaza et qui connaît bien la situation) ; tous deux ont rencontré ABOU ALA qui est le responsable économique et de la planification de l'OLP, qui a rang de ministre. (...)

Nous avons aussi rencontré avec le Dr Bernard GRANJON (Président de MDM), le Dr Jean PORRINI (Secrétaire général), et le Dr Brigitte MAITRE (responsable de Gaza), Mohamed DAHLAN, jeune homme de 30 ans, chef politique de Gaza qui a passé plus de 10 ans dans les prisons israéliennes depuis l'âge de 14 ans. Il est un des chefs si ce n'est le chef de l'Intifada. Expulsé d'Israël en 1986, il assiste le Président ARAFAT. Il est son bras droit et un responsable politique et militaire de Gaza. Au point que, comme m'a dit Mme Souha ARAFAT, les anciens généraux de l'OLP, les chefs militaires, sont tous aux ordres de ce jeune garçon qui n'avait que 30 ans. Elle a précisé que "l'avenir était à la jeunesse, aux gens qui étaient sur le terrain, aussi bien dans la Diaspora que dans les Territoires." Ceci est un exemple de la mise en place de personnes les plus à même de faire ce

qui est nécessaire le plus rapidement possible pour le bien de la population palestinienne.

**R.W. : Le personnel médical de MDM compte combien d'effectifs en Palestine en ce moment ?**

C.W. : En ce moment, nous avons deux personnes expatriées sur le terrain qui sont à l'hôpital AL AHLI, seul hôpital des territoires "ex-occupés", qui est tenu et organisé par les Palestiniens. Nous avons donc fait le choix politique de travailler là plutôt qu'ailleurs. Nous avons fait venir un Palestinien à Paris pour le former en tant que laborantin. De plus, nous avons installé sur place un laborantin et un infirmier locaux, pour s'occuper de la remise en fonction d'un ancien secteur du laboratoire à l'hôpital.

**R.W. : Vous habitez Paris mais vous avez beaucoup voyagé dans le cadre de vos missions avec MDM.**

C.W. : C'est exact. Je suis née à Paris de mère anglaise. Je connais bien la problématique israélo-palestinienne parce que ma mère est elle-même militante pour le rapprochement israélo-palestinien depuis 1955. Moi-même, j'ai toujours suivi de près l'ensemble des activités dans cette région depuis 1975. Intéressée à ce que les palestiniens soient enfin reconnus comme peuple, que soit enfin reconnu leur droit sur la terre et à terme leur Etat (coexistant à côté d'Israël), j'ai rencontré Mme Marie-Claire MENDES-FRANCE dès 1983. J'ai suscité et aidé à la création de l'Institut Pierre Mendès-France, dont j'étais membre du Conseil d'administration jusqu'en 1990. J'ai participé au dépouillement de toutes les archives de l'Institut, dont celles sur la question israélo-palestinienne. (...)

**R.W. : Avez-vous remarqué des différences culturelles entre les responsables palestiniens et israéliens au niveau de la pratique des soins médicaux et de l'hygiène publique ?**

C.W. : Les responsables politiques palestiniens ont exactement les mêmes aspirations que les Israéliens. Il faut savoir que tous ces cadres ont été formés dans les pays occidentaux, ils ont tous des formations supérieures importantes, et en plus, sélectionnés au fur et à mesure, à travers des années, ils sont souvent des gens plus brillants que médiocres. Ils ne sont pas les fonctionnaires que l'on peut voir à des postes importants

dans les pays occidentaux qui sont là parce que les machines bureaucratiques sont installées depuis longtemps et finissent par fonctionner pour elles-mêmes et non plus pour servir les objectifs pour lesquels elles ont été mises en place.

Ce n'est pas trop le cas, heureusement encore, pour les Israéliens non plus. Je connais, pour avoir été en Israël, des jeunes gens entre 25 et 45 ans qui ont les âges des futurs responsables palestiniens que j'ai rencontrés et qui, j'en suis sûre, travailleront demain, lorsque les Palestiniens seront prêts, ensemble de façon très fructueuse, pour les deux peuples, pour les deux Etats, pour cette partie du Moyen-Orient, pour, je pense, même pour l'ensemble de la Méditerranée (donc les pays du Maghreb, l'Egypte, la Palestine, Israël, la Jordanie). On ne peut pas savoir encore ce que deviendront le Liban et la Syrie. La Turquie en tous cas certainement aussi. (...)

**R.W. : Avez-vous passé un certain temps en Israël en dehors de votre mission médicale ?**

C.W. : J'étais en 1989 envoyée par la Fédération Internationale des Droits de l'Homme dans les Territoires occupés et en Israël pendant l'Intifada, pour faire un petit bilan de la situation médicale. J'étais avec des avocats, Me FEDER et Me CHARRIERE-BOURNAZEL, qui faisaient le bilan de la situation dans les prisons. C'est une mission que j'ai coordonnée (étant bilingue anglais-français) et dont j'ai été le rapporteur ; à l'époque, j'ai noté une convergence assez importante entre ce que disaient les Israéliens sur la situation dans les Territoires et ce que disaient les Palestiniens sur leur propre situation. La convergence était surtout notable dans les analyses des Israéliens progressistes. (...)

La convergence portait sur l'analyse de la situation, le harcèlement administraït absolument insupportable pour les Palestiniens. Il fallait aller dans 7 bureaux différents pour faire signer un papier, pour obtenir un papier qui permettait de bouger et encore ce n'était pas suffisant pour sortir de Gaza. Et il est clair qu'entre ça et les coupures d'eau intermittentes sans préavis, les couvre feux incessants sans horaires prévus, les fermetures d'écoles, tout cela constituait un climat qui était bien plus oppressant et bien plus grave que les 500 morts qu'il y a eu en cinq ans d'Intifada et les

quelques milliers de blessés, chiffres qui sont somme toute, quand on se rapporte à ce qui se passe dans le monde, au Sri Lanka ou en Afrique du Sud par exemple, (...) plus que minimes et ne reflètent aucune volonté de génocide ou de carnage. (...)

Ce qui était important, était, non pas le sang versé, même si c'est toujours insupportable, mais plutôt ce que le sang subissait en étant vif. Et il est clair que toute occupation, qu'elle soit administrative ou militaire, induit des phénomènes pervers. Je crois que celle-ci était néfaste aussi bien pour le peuple palestinien que pour le peuple israélien. Cela menait à l'aliénation et l'extrémisation des Palestiniens, à une perversion des idéaux traditionnels juifs et à une corruption de l'éthique.

**R.W.: Au sujet des idéaux traditionnels juifs, ressentez-vous une quelconque contradiction en tant que Juive à travailler avec des Palestiniens, ou au contraire ressentez-vous une certaine complémentarité?**

C.V. : Je ne ressens pas de contradiction parce que d'abord je ne travaille pas en tant que Juive mais je travaille en tant qu'être humain. Donc, je suis un être humain, femme, médecin. Ce sont mes caractéristiques humaines et sociales. Ensuite, il se trouve qu'historiquement, ma mère est Juive anglaise, d'origine allemande-autrichienne, et que mon père est Français catholique, d'origine écossaise (au XVe siècle), ce qui m'a permis d'être élevée non pas dans la religion car mes deux parents n'étaient pas pratiquants, mais dans une culture déjà plurielle. De plus, il se trouve que j'avais comme père putatif un grand arabisant et musulman, malheureusement décédé en 1978, qui s'appelait Moustapha EL HABIB, le petit-fils de SADOK BEY II de Tunisie (le dernier vizir tunisien avec MONCEF BEY avant l'indépendance dans les années 1950 - NDLR). Moustapha EL HABIB m'a entretenue de la culture arabe. Il était lui-même conservateur en chef du Musée des Arts africains et océaniques de Paris, spécialiste de l'art arabo-musulman, de la calligraphie et de l'épigraphie arabes. (...)

Je dois dire que d'avoir vécu dans une maison communautaire d'étudiants où il y avait à la fois des athées, agnostiques, juifs, chrétiens et musulmans; d'avoir une connaissance par un intérêt de portée familiale du

problème israélo-palestinien, et la conscience de la nécessité que le peuple palestinien soit reconnu et qu'il ait son Etat comme les Israéliens ont le leur, font effectivement que je suis un interlocuteur certainement privilégié. En tout cas pour moi, tout cela a constitué effectivement des sources d'enrichissement qui me permettent aujourd'hui de travailler aussi bien avec les Palestiniens qu'avec les Israéliens dans une totale confiance avec ceux qui le méritent.

Et je dois dire que les Palestiniens que j'ai rencontrés à Tunis ont fait preuve d'une remarquable maturité intellectuelle, d'une hauteur de vue tout à fait impressionnante. J'ai hâte que ces Palestiniens (soit des Territoires, soit de la Diaspora) rencontrent les Israéliens que je connais, qui n'ont pas aujourd'hui des postes de responsabilité politique mais qui sont à même d'en avoir, et qui travaillent en tout cas soit dans la presse, soit dans le milieu du droit, soit dans le milieu médical. Ils ont la même ouverture d'esprit, la même hauteur de vue et sont non seulement des intellectuels mais aussi des gens de terrain qui, en Israël, se sont battus pour la dignité du peuple palestinien. (...)

**R.W. : Pour conclure, avez-vous un message particulier que vous aimeriez transmettre à nos lecteurs canadiens ?**

C.V. : Oui, j'aimerais dire que si nous sommes allés en tant que Médecins du Monde tout de suite à Tunis le jeudi 9 septembre dès que ARAFAT a signé et que RABIN a signé, par l'intermédiaire du Norvégien, une lettre de reconnaissance mutuelle, ce n'était pas pour être les premiers là-bas. Ce n'était pas par opportunisme ; nous travaillons depuis longtemps avec les Palestiniens. C'était à la fois symbolique et par souci d'efficacité.

Il s'agit maintenant que le monde entier se mobilise. Tous ceux qui le peuvent, chacun à son niveau. Le plus petit niveau est toujours important parce que c'est la somme des petites choses différentes et complémentaires qui peuvent faire des grandes choses et permettre à cette partie du Moyen-Orient de se développer ; donc aux Palestiniens de se développer. Les Israéliens, eux, le sont déjà. Ils peuvent maintenant tourner leur économie vers une économie de développement. C'était extrêmement pesant pour les Israéliens, psychologiquement, mais aussi économiquement, d'avoir près de 50 % de leur budget affecté à la guerre.

Donc, ils vont pouvoir maintenant se réorienter alors qu'ils ont toutes les structures et toute l'infrastructure humaine et technique nécessaire pour leur développement, équivalent à un développement occidental. Il faut donner les mêmes moyens aux Palestiniens. Ceci permettrait aux Palestiniens et aux Israéliens de travailler ensemble à moyen terme, le plus rapidement possible, pour le développement de cette région. (...)

J'ai déjà entendu des Palestiniens dire "Aujourd'hui, en cette fin du vingtième siècle et à l'aube du vingt et unième, si l'humanité ne se rend pas compte que le problème n'est plus un problème de frontières mais un problème de coopération entre les peuples pour que chacun vive, se nourrisse, s'habille, travaille et ait des loisirs, qui soient les meilleurs pour tout le monde, eh bien, c'est qu'elle ne regarderait pas de l'avant." (...)

**R.W. : Une der nière question : l'OLP a demandé l'aide internationale. (...) Compte tenu de la santé économique relative israélienne, croyez-vous que l'Etat d'Israël a une certaine obligation morale à aider les Palestiniens à redresser leur économie dans les Territoires occupés ?**

C.V. : Je pense que c'est clair. Shimon PERES l'a dit lui-même et il a commencé déjà à le faire (...). Le gouvernement israélien et des organisations israéliennes ont déjà agi pour faire en sorte que tous ceux qui peuvent se mobiliser dans la communauté juive internationale le fasse en faveur de la Palestine et des Territoires occupés.

Je peux vous dire que M. AL FAHOUM que j'ai rencontré m'a dit que le problème est presque que les premiers qui se proposent sont des Israéliens et des organisations juives internationales. Ce sont leurs alliés objectifs et naturels de demain. Mais pour une question à la fois de dignité et surtout de réalisme politique, il faut que la coopération se fasse sur un pied d'égalité et non pas en faisant des vases communicants qui seraient actuellement à la défaveur des Palestiniens, et en faveur des Israéliens, seulement à court terme. Car, il est évident, que si la coopération est déséquilibrée, à moyen terme et à long terme, ce serait néfaste pour les deux parties. "C'est presque trop rapide ; ça va trop vite !" Hayel EL FAHOUM m'a dit : "Le plus petit commerçant palestinien ici, installé à Tunis, a déjà des offres des plus grands organismes juifs commerciaux internationaux pour travailler main

dans la main. On n'est pas prêt ! Si on travaille avec eux tout de suite, on va se faire bouffer." Il ne faut pas que le loup d'hier, en devenant tout d'un coup le grand frère, par excès de zèle, finisse par tuer le petit frère. (...)

Il est clair que quand les deux côtés seront arrivés à une maturité politique et psychologique et à une maturité économique dans un cadre de paix, ils pourront mieux travailler ensemble. Donc vraiment le problème ne se pose même pas. Le problème est inverse : les Israéliens et la communauté juive internationale sont presque trop pressés d'avancer... Ils savent très bien tous les deux que leur intérêt est mutuel. Les Israéliens et les Juifs étaient donc les premiers à être sur le pas de la porte même avant que la cérémonie de Washington ne se soit déroulée.